



Chambre des communes
CANADA

**Comité permanent des ressources humaines, du
développement des compétences, du
développement social et de la condition des
personnes handicapées**

HUMA • NUMÉRO 023 • 2^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 11 mai 2009

—
Président

M. Dean Allison

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées

Le lundi 11 mai 2009

• (1430)

[Traduction]

Le président (M. Dean Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook, PCC)): Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous étudions la contribution du gouvernement fédéral pour diminuer la pauvreté au Canada. Nous commençons notre 23^e séance, notre quatrième de la journée.

Je remercie tous nos invités d'être ici aujourd'hui. Avant de commencer, nous allons faire quelque chose d'un petit peu différent. Nous avons ici un jeune homme du nom de Kendall Worth de *Street Feat*, qui va venir nous parler pendant quelques minutes. Nous allons inscrire environ trois minutes au chronomètre, puis si des députés ont des questions pour Kendall, ils pourront les lui poser, après quoi nous passerons à la ronde suivante.

Ken, monsieur, vous avez la parole. Vous avez trois minutes.

M. Kendall Worth (à titre personnel): Merci beaucoup.

Pour commencer, je tiens à remercier M. Savage d'avoir fait en sorte que je puisse venir aujourd'hui pour vous adresser la parole.

Street Feat est un journal de rue local sans but lucratif qui est distribué à Halifax et à Dartmouth. L'objectif du journal est de sensibiliser les gens à la pauvreté et aux questions connexes. Les reportages et les articles qui sont publiés dans le journal sont rédigés par toutes sortes de gens, des personnes à faible revenu, des sans-abri et des particuliers et organismes qui offrent leur soutien à ces gens. Aussi, des organismes et agences qui viennent en aide aux indigents nous achètent de la publicité; les autres entreprises et organismes sont également invités à acheter de la publicité, même s'ils n'ont pas comme mandat d'aider les plus démunis.

Street Feat a commencé ses activités... eh bien, actuellement, cette initiative en est à sa douzième année. Nous donnons aux gens dont j'ai parlé plus tôt l'occasion d'avoir des responsabilités sociales et économiques dans leur vie. Lorsque vous voyez une personne qui vend nos journaux, sachez que la moitié du prix payé pour le journal, lequel coûte 1,50 \$, sert à lui verser un salaire. Pourquoi? Parce que le vendeur vit dans la pauvreté; il se peut qu'il soit victime d'un problème de santé mentale, qu'il soit atteint d'un handicap ou qu'il soit désavantagé d'une façon ou d'une autre, ou encore qu'il cherche tout simplement à se remettre sur pied.

Notre journal publie des reportages sur tous les aspects de la pauvreté. Nous ne nous en tenons pas à un seul aspect de la pauvreté. Compte tenu de l'expérience de la pauvreté que j'ai acquise au fil des ans, j'estime que la pauvreté ici en Nouvelle-Écosse est surtout attribuable au taux de l'aide sociale dans notre province. À Halifax aujourd'hui, il en coûte au moins 600 à 750 \$ pour un logement décent. Toutefois, les services sociaux versent au plus 535 \$ pour un logement, alors je crois que les montants accordés pour le loyer doivent augmenter.

Soit dit en passant, le taux dont je vous ai parlé est celui qui est accordé à une personne seule. Je ne suis pas au courant des taux qui s'appliquent aux couples ou aux mères monoparentales.

Il convient aussi de noter que, si vous dépendez du système et que vous gagnez un revenu supplémentaire, on vous enlève 70 p. 100. Certaines personnes peuvent gagner jusqu'à 150 \$, mais ont déduit 70 p. 100 de tout ce qui dépasse ce montant. Des gens m'ont parlé de ces deux scénarios. Quoi qu'il en soit, c'est la plus importante cause de pauvreté, ici, en Nouvelle-Écosse.

D'autres témoins ont soulevé la question de l'assurance-emploi. Je connais un type qui attend son premier chèque d'assurance-emploi depuis trois mois, bien que sa demande ait été approuvée il y a trois mois. Voilà donc à quel point le traitement des demandes d'assurance-emploi est lent ces jours-ci.

Je voulais simplement soulever ces points.

Le président: Merci, Ken.

Je sais que nous avons quelques questions brèves et nous irons à Tony d'abord, suivi de Mike. Ensuite, nous entendrons les autres témoins.

• (1435)

M. Tony Martin (Sault Ste. Marie, NPD): À titre d'information pour les autres témoins, ça me rappelle — et peut-être que Josée pourra nous donner un peu plus d'information là-dessus — qu'au Québec, l'économie sociale est très bien développée; on compte sur des coopératives et divers autres moyens pour obtenir que les gens participent à l'économie et aient un emploi rémunéré. On ne parle pas nécessairement du même genre de profit que dans le secteur privé, mais on réinvestit l'argent généré dans l'entreprise pour que les gens puissent avoir un emploi rémunéré qu'ils n'auraient peut-être pas autrement.

À mes yeux, votre programme fait à peu près la même chose, et je voulais vous demander, Ken, où avez-vous obtenu l'argent pour démarrer le programme?

M. Kendall Worth: Je n'étais pas à *Street Feat* à ses débuts. Je suis arrivé la quatrième année. Si vous achetez un exemplaire du journal, vous trouverez dans la section en gris, à la deuxième page, les coordonnées des gens avec qui communiquer. Si vous appelez JC au bureau principal, il pourra répondre à ces questions mieux que moi, puisqu'il est au journal depuis ses débuts.

Le président: Parfait. Merci.

Mike.

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Je tiens à remercier Kendall d'être venu. Il a été ici toute la journée. Tony et moi pensions qu'il vaudrait la peine de l'entendre. C'est grâce à l'indulgence du président, du personnel et des autres membres du comité que nous avons pu l'ajouter à l'ordre du jour. Je crois qu'il est important d'entendre des gens comme lui qui ont une expérience concrète de la pauvreté dans la rue.

Kendall, je suis certain que tout le monde apprécie que vous ayez pris le temps de venir nous voir aujourd'hui.

Le président: Merci.

Kendall.

M. Kendall Worth: À Montréal, il y a un journal similaire à *Street Feat*, et il y en a un à Toronto également. Je ne sais pas comment celui de Montréal s'appelle, mais le titre de celui de Toronto est *Outreach*. Je sais que certains parmi vous êtes de l'Ontario, alors si jamais vous êtes à Toronto, essayez de trouver ce journal. C'est le même genre de journal et d'organisme sans but lucratif que *Street Feat*.

Le président: Ceux d'entre nous qui sont de l'Ontario tentent de rester aussi loin de Toronto que possible.

Madame Beaudin.

[Français]

Mme Josée Beaudin (Saint-Lambert, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Au Québec, nous avons *L'itinéraire*, qui est l'équivalent de ce journal. Le magazine *L'itinéraire* est vendu principalement dans la région de Montréal et, de plus en plus, dans le quartier des affaires, dans les rues principales. À force d'acheter la revue, les gens finissent par établir un lien avec la personne qui le vend et lui demander comment elle va, quel genre de travail elle fait. Ce sont principalement des itinérants qui écrivent dans la revue. Des talents en écriture ont même été découverts chez ces personnes. C'est une mission qui s'occupe d'itinérants qui a décidé de produire ce magazine. Il est vendu tous les jours au prix de 2 \$. Sur cette somme, 1 \$ va à la personne qui le vend, et l'autre sert à continuer la production du journal. Je vous félicite d'avoir mis sur pied une initiative de ce genre à Halifax. J'espère que beaucoup de gens achèteront votre journal. C'est un excellent projet.

Les initiatives dont vous parliez, monsieur Martin, sont des projets d'économie sociale. En effet, ils visent à aider les gens à réintégrer le marché de l'emploi. Ces personnes mettent sur pied une petite entreprise d'économie sociale. Il peut s'agir, par exemple, d'un organisme qui récupère de vieux vélos et les remet en état. Les profits qui sont générés par cette activité reviennent à l'entreprise, ce qui lui permet de continuer sa production et d'offrir des salaires.

[Traduction]

M. Kendall Worth: Merci.

Le président: Merci, Kendall, et je remercie les membres du comité qui ont fait cette recommandation.

Nous avons avec nous la directrice générale du YWCA, Tanis Crosby. Bienvenue. Nous vous remercions d'avoir pris le temps de venir nous voir malgré votre horaire très chargé. Nous accueillons également Paul Shakofko, de Centraide. Merci, monsieur, d'être des nôtres. Nous accueillons finalement Robert Lundrigan, de l'Armée du Salut.

Commençons par Robert.

● (1440)

M. Robert Lundrigan (directeur exécutif adjoint, Centre Booth de Halifax, Armée du Salut): Je m'appelle Robert Lundrigan. Je vous remercie de m'avoir invité à m'exprimer aujourd'hui au nom de l'Armée du Salut de Halifax.

Comme vous le savez, l'Armée du Salut a été créée en 1865 dans le quartier est de Londres, à une époque où les services sociaux étaient inconnus. Quelque 144 ans plus tard, nous sommes présents dans 118 pays. Au Canada, nous ne sommes devancés que par le gouvernement dans la prestation de services sociaux aux Canadiens, essentiellement à des Canadiens démunis, à des sans-abri et à des personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie.

Comme vous le savez, on étudie la pauvreté depuis de nombreuses années au Canada dans le cadre d'efforts déployés par les différents paliers de gouvernement. Il en ressort que la pauvreté continue de s'aggraver aussi bien en termes absolus qu'en termes relatifs.

Vous nous avez demandé notre avis concernant la façon dont le gouvernement fédéral pourrait contribuer à diminuer la pauvreté. Certains prétendent — et l'histoire l'a montré — que l'argent suffit à régler n'importe quel problème, mais ça n'a tout simplement pas fonctionné. Il nous faut une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté: une stratégie de prévention.

Le problème est sans doute plus complexe pour le gouvernement aujourd'hui que ne l'était la mise en place d'un régime national de soins de santé il y a une cinquantaine d'années. L'absence de stratégie nationale anti-pauvreté épuise les ressources des gouvernements de tous les niveaux. Dans notre centre, je constate quotidiennement les effets de l'absence de soins de santé ou d'une saine alimentation à long terme parmi nos clients. Le particulier doit payer de sa santé, mais le système en paie le prix aussi. Bien des voyages en ambulance à destination des urgences, au coût de 600 \$ chacun, pourraient être évités jour après jour. Quand une personne qui aurait pu être autonome devient un fardeau à cent pour cent pour le filet de sécurité social, qui donc en paie le prix?

Le gouvernement fédéral doit entreprendre de façon proactive le travail d'élaboration de la stratégie de concert avec les provinces, les territoires et les municipalités. Il n'est plus acceptable de voir un palier de gouvernement s'en laver les mains en prétendant attendre une réponse ou la signature d'une entente de financement. De notre point de vue, il faut éternellement attendre qu'un palier ou un autre de gouvernement réagisse avant de pouvoir aller de l'avant.

Depuis les origines de notre pays, le gouvernement fédéral a dû à maintes reprises prendre l'initiative de la mise en oeuvre d'une stratégie pour résoudre un problème national. J'estime qu'il doit de nouveau le faire aujourd'hui. La priorité suprême de cette stratégie doit être l'obligation de fournir un logement abordable à tous les Canadiens. Sans logement abordable, une personne ne peut reconquérir sa dignité, améliorer son alimentation, gérer sa santé physique et mentale, obtenir un emploi ou se lever chaque matin pour aller travailler, et je ne parle même pas de ceux qui doivent subir des interventions vitales comme une greffe du coeur.

À l'été 2007, avec différents autres organismes de services sociaux, nous avons aidé un couple qui vivait sous une tente avec leurs trois jeunes enfants. Une telle situation peut paraître anodine en juillet, mais ce couple avait été chassé de son logement parce que toutes ses ressources avaient été consacrées à la greffe du coeur dont le père avait besoin. Plusieurs semaines après son retour d'Ottawa, où la transplantation avait eu lieu, la famille s'est retrouvée sous une tente, obligée de cuisiner sur un feu de bois en plein air. Je me suis alors dit qu'il n'y avait qu'au Canada qu'on pouvait investir des centaines de milliers de dollars dans une greffe du coeur, tout en refusant le millier de dollars mensuel nécessaire au logement qui aurait permis à ce couple de reprendre une existence productive.

Et que dire de l'avenir des enfants? Quel filet de sécurité a-t-on prévu pour eux au cours des cent prochaines années? Les journaux nous apprennent aujourd'hui qu'il est beaucoup plus fréquent d'atteindre l'âge de 100 ans. Il nous faut une stratégie nationale qui donne la même chance à tous les Canadiens, qu'ils résident dans la province la plus riche ou la plus pauvre, dans la province la plus chaude ou dans le territoire le plus froid.

Je ne suis pas qualifié pour vous donner un avis sur la mesure de la pauvreté, mais à l'Armée du Salut, nous constatons l'augmentation du nombre des personnes qui sollicitent de l'aide pour l'alimentation, le loyer, le chauffage, l'électricité, la désintoxication, les vêtements, les besoins des enfants, notamment les bottes pour aller à l'école ou l'argent pour passer quelques jours dans un camp, pour montrer à l'enfant qu'il y a autre chose dans la vie que la pauvreté et la faim. Mais le plus difficile, au centre, c'est que nous pensons être l'un des maillons d'une chaîne ininterrompue de soins destinés aux démunis et aux sans-abri. Ce qui nous contrarie, c'est que cette chaîne est brisée en maints endroits, quand elle n'est pas encombrée d'obstacles. Il n'existe aucun plan, aucune mesure, aucune lumière au bout de ce tunnel qui n'en finit pas.

Vous connaissez la formule: on ne peut gérer que ce qu'on peut mesurer. J'ai passé à ma vie dans les affaires, sauf les 30 derniers mois, que j'ai consacrés à l'Armée du Salut. Je trouve extrêmement décevant qu'il y ait aussi peu de systèmes de mesures dont on puisse se servir. Vous êtes malheureusement les seuls qui puissiez proposer un système national de mesures dénuées de considérations politiques ou géographiques. Il ne peut y avoir un régime dans une province, et un autre dans la province voisine.

• (1445)

Cette stratégie nationale anti-pauvreté ne saurait aboutir sans de véritables partenariats avec des organismes comme l'Armée du Salut, le YMCA, Centraide et bien d'autres. Ces fournisseurs de service proposent la façon la plus rentable d'agir contre la pauvreté.

Ce plan stratégique devra prévoir des augmentations régulières et constantes de ressources — et pas uniquement de l'argent — qui seront accordées aux fournisseurs de services. La solution ne peut pas et ne doit pas incomber uniquement aux fournisseurs de services comme l'Armée du Salut et le YMCA, qui se battent constamment pour obtenir des ressources et du financement pour leurs programmes. L'hiver dernier, en rencontrant les fournisseurs de services de cette ville, j'ai constaté que nous travaillons tous avec une main liée dans le dos puisque nous subissons depuis de nombreuses années des gels ou des réductions de financement. Nous avons passé cinq ou six ans sans augmentation. À l'Armée du Salut, nous avons sollicité l'aide de la province il y a quatre ans pour assurer le fonctionnement d'un programme de logements subventionnés pour hommes. On nous dit constamment depuis ce temps qu'il n'y a pas d'argent pour cela. Comment peut-on, dans ces conditions, assurer la succession des services en l'absence d'un plan stratégique garantis-

sant un financement régulier et constant qui nous permettrait une action décisive au lieu d'un simple maintien du statu quo?

Il est honteux que la majorité de nos propres employés aient un revenu qui les place en dessous du seuil de pauvreté. Combien de temps allons-nous pouvoir continuer ainsi à l'Armée du Salut et chez tous les fournisseurs de services? Ces personnes seront-elles les prochaines victimes de l'absence d'un plan de lutte contre la pauvreté au Canada?

Je peux simplement espérer et prier, mesdames et messieurs, pour que vous ayez le courage et la détermination de placer cette question au premier plan de votre programme d'action pour apporter les changements fondamentaux dont le pays a besoin.

Merci.

Le président: Merci, Robert.

Nous passons maintenant à Paul, de Centraide. Monsieur, vous avez la parole.

M. Paul Shakotko (gestionnaire, Neighbourhood Change, Centraide de la région de Halifax): Merci beaucoup. Je suis heureux d'être ici.

Je remercie Robert de tout ce qu'il a dit. J'espère pouvoir vous donner des exemples concrets de la perspective de Centraide sur ce que nous tentons de faire pour remédier à la pauvreté et à divers problèmes que connaissent nos collectivités.

Je voudrais parler en particulier de deux types d'initiatives, à savoir des initiatives axées sur la dimension locale et des services d'information comme le 211.

La plupart des gens connaissent Centraide, ne serait-ce que de nom. Nous nous employons à construire des collectivités plus fortes. C'est ce que nous faisons depuis 80 ans. Nous finançons actuellement 55 organismes de la municipalité régionale de Halifax et nous investissons chaque année 5,8 millions de dollars dans son économie.

Comme vous, nous constatons que les questions de pauvreté sont extrêmement complexes, à tel point que nous les considérons comme étant des problèmes épineux, en ce sens qu'une bonne part des symptômes sont liés entre eux, que les personnes sont liées entre elles, mais qu'à notre avis, aucune formule magique ne peut résoudre tous les problèmes. Il va falloir une mosaïque de mesures opportunes pour essayer de régler les questions de pauvreté.

Vous serez sans doute contents d'apprendre — et je ne suis pas certain que quelqu'un d'autre en ait parlé aujourd'hui, mais peut-être que Tanis le fera — que d'après certains indicateurs, la pauvreté a légèrement reculé à Halifax. Depuis dix ans, le nombre des ménages vivant dans la pauvreté a diminué de 20 p. 100. Néanmoins, nous savons qu'il reste de graves problèmes pour ceux qui vivent à Halifax.

Par exemple, en 1960, les personnes seules ne représentaient que 2 p. 100 de la population locale. Pendant la période couverte par le dernier recensement, on a vu que le nombre des personnes seules avait augmenté de 40 p. 100 dans nos quartiers. Nous savons également que l'écart entre les centiles des revenus inférieurs et supérieurs est en hausse. Cette disparité des revenus s'aggrave dans les collectivités où la pauvreté se concentre. Dans les années 1960, il y avait un secteur du centre-ville de Halifax qui était considéré comme pauvre. Aujourd'hui, nous avons quatre ou cinq secteurs du même ordre. Je pense qu'il en va de même dans bien d'autres villes canadiennes.

Comment donc faut-il faire face à la disparité des revenus, à l'isolement et à la pauvreté? Centraide a choisi un modèle d'intervention qui vise le travail axé sur la dimension locale. C'est une nouvelle façon de l'exprimer, mais vous la connaissez sans doute bien. Nous l'appelons Quartiers en essor. C'est une initiative fédérale qui a été lancée il y a un certain temps et qui se poursuit aujourd'hui grâce à plusieurs sections locales de Centraide. Je mentionne cette initiative parce qu'elle laisse ici une empreinte importante en tant que projet spécifique destiné à atténuer les disparités dans la collectivité.

Qu'est-ce que le travail axé sur la dimension locale? On travaille en étroite collaboration avec les résidents, dans un endroit précis pour au moins trois à cinq ans. On amène les voisins à faire connaissance, et une fois qu'ils se connaissent, la sécurité du quartier s'en trouve renforcée. Les gens sont plus actifs. Ce sont des quartiers où les gens veulent vivre. Il s'agit véritablement de travailler avec les résidents, de susciter les changements auxquels ils aspirent et de fournir l'aide nécessaire à la concrétisation de ces changements. Il faut le refaire souvent, puis passer à un autre quartier.

Comme je l'ai dit, c'est une action à long terme. Centraide s'engage pour trois à cinq ans dans chaque quartier où l'organisme intervient. La durée de cet engagement pose un défi, en particulier pour ce qui est du financement ou de l'aide gouvernementale. En général, un projet comme le travail axé sur la dimension locale se réalise sur une période de un à trois ans. Nous savons que c'est insuffisant. Il faut agir à plus long terme.

Du reste, le travail axé sur la dimension locale n'a rien de nouveau. Nous parlons d'initiatives populaires, d'améliorations communautaires de quartier ou d'initiatives communautaires globales comme on dit ici. Tout cela se ressemble. Je pense qu'au Canada, il y a une sorte d'engouement national pour l'intervention locale parce qu'on voit que c'est efficace. Vancouver, Regina, Winnipeg, Toronto, Thunder Bay et Montréal en sont d'excellents exemples, ainsi que Halifax.

Ce qui est efficace, c'est qu'en faisant sortir les résidents de leur isolement et en les amenant à se prendre en main et à prendre la maîtrise de ce qui se passe dans leur collectivité, on fait apparaître des dirigeants communautaires en plus grand nombre. Les résidents d'un quartier commencent à vouloir régler les problèmes eux-mêmes, qu'il s'agisse de problèmes d'isolement, de disparité de revenu ou de problèmes spécifiques aux personnes âgées. À cause de l'augmentation de la proportion des personnes âgées dans la population de Nouvelle-Écosse, les gens commencent à chercher des solutions dans leur propre collectivité, et ça fonctionne.

J'invoquerai tout à l'heure les exemples de Spryfield et de Dartmouth.

• (1450)

Comme nous n'avons que cinq minutes, je passe maintenant au deuxième sujet, qui constitue à notre avis une bonne formule pour lutter contre la pauvreté. Il s'agit d'un service bien différent des initiatives de travail axées sur la dimension locale. C'est un service d'information appelé 211, un point d'accès unique que l'on peut joindre par téléphone quand on a besoin d'aide.

Nous savons que les problèmes sont complexes, qu'ils sont lourds et qu'ils sont inextricablement liés. Celui qui sollicite de l'aide par téléphone s'embourbe souvent dans un interminable enchaînement de numéros de téléphone et d'organismes différents. À Centraide, on considère que le service 211, un service à guichet unique ou une voix humaine vous répond, peut véritablement parvenir à abattre bien des obstacles. Le service 211 fonctionne actuellement en Colombie-Britannique et, je crois, en Ontario et au Québec. Il est apparemment très efficace pour établir très rapidement le contact entre le requérant

et le fournisseur de services. Centraide préconise la création d'un service 211 en Nouvelle-Écosse. Nous ne l'avons pas encore, mais nous espérons l'avoir très prochainement.

Qu'est-ce que nous vous demandons? Nous vous prions de considérer le travail axé sur la dimension locale comme une véritable possibilité de résoudre certains des problèmes liés à la pauvreté à l'échelle des quartiers. C'est le gouvernement fédéral qui a amorcé le mouvement il y a de nombreuses années; l'effort doit se poursuivre.

Nous vous demandons également d'appuyer l'initiative du service 211. Nous pensons que c'est l'occasion d'établir le contact au niveau provincial avec l'ensemble des services disponibles.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, Paul.

Nous passons maintenant à Tanis, qui représente le YWCA. Merci d'être venue nous voir.

Mme Tanis Crosby (directrice générale, YWCA Halifax): Merci. Je suis heureuse d'être ici et de reconnaître plusieurs personnes du coin autour de cette table.

Le YWCA est un mouvement national et international. Vous connaissez sans doute déjà notre action. À Halifax, nous intervenons dans différents domaines comme les garderies, le logement, l'initiation à la gestion des finances et l'autonomisation des jeunes. Nous desservons chaque année un million de jeunes femmes et de familles dans 200 collectivités de l'ensemble du pays.

Les recommandations que nous vous adressons sont fondées sur ce que nous apprenons sur le terrain au service de plus d'un million de Canadiennes par année. Nous sommes leurs porte-parole à cette table, en plus d'être les fournisseurs de services qui cherchent à répondre à leurs besoins.

Je voudrais vous donner quelques exemples des succès remportés dans le domaine de l'éducation. Nous savons que l'éducation est un facteur important de détermination du revenu. Nous savons également que nous devons trouver une position stratégique pour réussir dans le nouvel environnement mondial. Comment faire correspondre exactement l'éducation proposée à nos citoyens et les besoins futurs de notre économie, tout en permettant aux individus les plus exposés de s'extraire de la pauvreté? Nous avons quelques solutions locales à vous proposer.

Parlons tout d'abord de programmes de formation locaux, des programmes de formation à l'emploi pour ceux qui se sont déjà heurtés à de multiples obstacles à l'emploi. RHDSC est l'un de nos plus solides partenaires dans le cadre de ces programmes, et grâce à l'échange de services avec la province, nous travaillons désormais avec nos deux partenaires pour assurer l'application de ces programmes.

Je peux citer le bel exemple d'une femme qui a suivi un programme de transition lancé par le YWCA il y a environ 25 ans. L'une des diplômées, Wanda Hill, chef de famille monoparentale qui avait deux jeunes enfants à l'époque, en était à deux semaines de l'expiration de sa période de prestations d'assurance-emploi et avait ensuite pour seule perspective l'aide au revenu. Elle a réussi à se faire référer à notre programme de formation à l'emploi. Elle a suivi le cours avec succès et a commencé à travailler pour le YWCA; 21 ans plus tard, elle est gestionnaire de notre programme de logement. Voilà un exemple de réussite.

Ce programme a permis la formation de centaines de femmes, et le taux d'emploi était de 98 p. 100. à la fin du programme. Je tenais à mentionner cet exemple vieux de 25 ans pour vous montrer le taux de rendement de l'investissement dans des programmes d'emploi communautaires. Ils constituent une composante essentielle de toute stratégie de réduction de la pauvreté.

Vingt-cinq ans plus tard, le YWCA de Halifax a mis en oeuvre une nouvelle version de ce type de programme d'emploi en mettant l'accent sur celles qui se heurtent à des obstacles majeurs à l'emploi. Notre programme d'emploi s'appelle LAUNCH. Il s'adresse à de jeunes femmes qui ont rencontré plusieurs obstacles majeurs à l'emploi. Quelque 80 p. 100 de nos participantes n'ont pas terminé leurs études secondaires, et 80 p. 100 d'entre elles sont monoparentales. Elles ont toutes terminé le programme avec un emploi ou avec un plan éducatif comportant l'inscription à des études postsecondaires.

Voilà quelques exemples de réussites et de solutions locales qui nous permettent d'évoluer vers une stratégie générale de réduction de la pauvreté.

Chez nous aussi, le financement fait partie des obstacles. Le programme Women in transition a été suspendu au milieu des années 1990. Désormais, le financement est accordé par projet. Notre premier programme d'emploi a été renouvelé en 2005-2006, mais n'a pas pu être renouvelé par la suite faute de financement. Chaque contrat est renouvelé pour une période de 52 semaines. Nous ne pouvons pas maintenir notre action dans la durée, car nous ne parvenons pas à conserver notre personnel spécialisé ni à servir notre clientèle, qui fait de plus en plus appel à nous. Nous devons donc relever d'importants défis en matière d'ententes de financement pour continuer à progresser dans la réduction et la prévention de la pauvreté.

Le deuxième problème, toujours en matière d'éducation, concerne le logement abordable. L'abordabilité du logement est liée à l'éducation. Les frais d'inscription des établissements d'enseignement postsecondaire en Nouvelle-Écosse sont parmi les plus élevés au Canada. Nous avons également un des taux les plus élevés de femmes chefs de famille monoparentale. Lorsque l'une d'elles veut faire des études, elle risque, avec sa famille, de se trouver privée de logement. Des recherches menées à Halifax montrent qu'il manque chaque mois 300 \$ à une mère seule qui veut faire des études postsecondaires. Paradoxalement, elle doit donc courir le risque de perdre son logement pour faire des études susceptibles de lui assurer une certaine sécurité du revenu et éviter que la pauvreté ne se transmette d'une génération à la suivante.

En 2006-2007, nous avons réussi à obtenir du financement dans le cadre de l'Initiative de partenariats en action communautaire, qui avait alors effet. Nous avons obtenu une subvention d'équipement qui nous a permis d'acquérir un petit immeuble résidentiel, et depuis un peu plus d'un an, nous pouvons proposer des logements abordables avec services de soutien à des mères seules, ce qui leur permet de poursuivre leurs études. Le programme bénéficie désormais de l'assistance de Centraide.

• (1455)

Voilà un autre exemple de solution de nature communautaire qui nous permet de venir en aide à celles qui en ont le plus besoin pour faire des études et ainsi faire obstacle à la pauvreté transgénérationnelle, et pour acquérir des compétences qui leur permettront de rompre le cercle de la pauvreté pour elles-mêmes et leurs familles. Soixante-quinze pour cent des femmes qui participent à ce programme ont été victimes de violence familiale. Nous avons pu

aider des femmes sans abri à faire des études. Voilà le genre de solution dont on a besoin dans tout le Canada. La préservation de l'PLI est donc un élément indispensable pour réduire la pauvreté et pour permettre au plus grand nombre de parfaire leur éducation.

Nous demandons également au gouvernement de reconnaître que l'éducation de la petite enfance est essentielle pour atténuer et prévenir la pauvreté. À Halifax, nous savons, grâce au projet Understanding the Early Years, que plus des deux tiers de la collectivité de Spryfield forment un secteur de préoccupation majeure et que la moitié des enfants de ce secteur ne sont pas prêts à commencer leur scolarisation et ne rattraperont jamais leur retard. Comment espérer agir efficacement pour atténuer et prévenir la pauvreté lorsqu'une partie importante de la population est privée des aptitudes sociales et du développement nécessaires au succès scolaire?

Les résultats de la recherche indiquent systématiquement que l'éducation de la petite enfance est indispensable à l'apprentissage continu et à la participation des femmes à la main-d'oeuvre active. L'éducation de la petite enfance permet de développer l'économie, de réduire et de prévenir la pauvreté.

En résumé — je sais que j'ai dépassé le temps qui m'était imparti —, je n'ai pas parlé de littératie en matière financière, mais je pourrai peut-être en parler plus tard. Le gouvernement fédéral devrait envisager un alignement horizontal de ses politiques. Les plus pauvres parmi les pauvres sont des femmes. Ce sont des femmes handicapées, ce sont des femmes autochtones, ce sont des femmes âgées. Si nous voulons agir dans le cadre d'une stratégie de réduction de la pauvreté, il faut le faire en fonction de la situation particulière des femmes. Pour progresser vers une véritable réduction de la pauvreté, il faut doter notre pays d'un mandat spécifique en matière d'égalité des femmes, c'est-à-dire rétablir les rôles de recherche et de revendication dans le mandat de Condition féminine Canada et assurer un financement suffisant dans ces secteurs prioritaires, car on ne parviendra pas à réduire la pauvreté avant d'avoir assuré l'égalité entre les hommes et les femmes, ni avant d'avoir aligné les politiques et les programmes du gouvernement sur la réalisation de ces objectifs communs.

Merci beaucoup de m'avoir écoutée.

• (1500)

Le président: Merci, Tanis,

Nous allons maintenant commencer un premier tour de périodes de sept minutes; il y aura un deuxième tour de périodes de cinq minutes.

Si vous avez besoin de l'interprétation, l'anglais est sur le canal 1. Je sais que Mme Beaudin va s'adresser à vous en français.

Nous allons commencer ici avec M. Savage. Vous avez sept minutes, monsieur.

M. Michael Savage: Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à vous trois. J'ai trouvé vos exposés excellents et très convaincants. Je vous en remercie.

Je vais essayer d'aborder le problème un peu différemment.

En tant que députés, nous nous occupons de toutes sortes de choses et parfois, nous avons l'impression qu'il faut abandonner la partie, qu'il n'y a rien à faire. Nous avons ici les représentants de trois organismes auxquels, comme d'autres, je me suis déjà adressé en tant que parlementaire pour qu'ils viennent en aide à certaines personnes. Le Y, sous la direction remarquable de Tanis, a agi très vigoureusement au sein de cette ville devant les problèmes dont il a été question ici.

Nous connaissons tous l'Armée du Salut. Je tiens à dire quelques mots concernant Sean Furey, qui travaille du côté de Dartmouth. Je ne connais pas de défenseur plus diligent, plus passionné et plus acharné des initiatives communautaires, destinées en particulier à ceux qui ont besoin d'aide, que Sean Furey à Dartmouth. Si vous pensez lui échapper lorsque vient le temps de passer le chapeau, vous vous trompez, car il réussira toujours à vous trouver. L'Armée du Salut fait un travail extraordinaire.

Paul, j'ai eu l'occasion de vous rencontrer et vous m'avez parlé de votre travail; est-ce que vous pourriez nous donner des précisions sur ce que vous avez fait à Spryfield et sur ce que vous faites maintenant à Dartmouth Nord? Pouvez-vous également nous dire comment vous mesurez le degré de réussite dans une localité comme Spryfield, où vous avez déjà travaillé?

M. Paul Shakotko: Je vais essayer de répondre. Tout d'abord, avant de faire ce travail, j'étais administrateur dans une municipalité de l'Ouest. Lorsque je suis arrivé dans le secteur sans but lucratif, j'ai affirmé que ce travail à l'échelle des quartiers ne permettrait jamais de livrer la marchandise. On ne pouvait pas en adapter la taille, il n'y avait pas suffisamment de potentiel, il n'y avait pas assez de partenariats. Maintenant que je fais ce travail depuis près de cinq ans, je peux vous confirmer que j'avais tort.

Nos succès ont produit des effets énormes. Spryfield est une collectivité dotée d'une grande force. Elle souffre aussi de problèmes graves liés à la criminalité. L'approche de Centraide consiste à croire que tous ont quelque chose à offrir et sont en mesure d'aider. Nous croyons à la collectivité.

Nous avons débuté notre travail par de nombreuses petites rencontres, pour rassembler les gens, des gens comme vous, Mike. Nous disions: « Si vous vouliez faire quelque chose, qu'est-ce que cela serait? » Puis nous leur offrons de l'appui pour lancer leurs projets. Il pouvait s'agir d'aide psychologique, ou de liens avec d'autres personnes, ou encore d'aide financière. Rapidement, de nouveaux liens étaient tissés dans la collectivité et nous obtenions des résultats inattendus. Normalement, on s'attend à des choses comme des cuisines collectives, ou des gens qui se rassemblent pour aller effacer des graffitis. Cela s'est produit, mais le plus intéressant, c'est que beaucoup de liens ont été établis avec la Chambre de commerce. Les résidents voulaient améliorer la situation économique de la collectivité et créer plus d'emplois, alors ils se sont associés à la Chambre de commerce et ont préparé un plan d'activités pour Spryfield.

Il y avait tout un ensemble de projets: un jardin communautaire qui existe encore aujourd'hui et qui comprend maintenant du compostage, et des programmes de graffitis qui sont viables. Les résidents et les commerces se sont réunis, ont mis de l'argent dans un fonds, et cet argent est utilisé rapidement pour effacer les graffitis. Nous avons connu de grands succès à Spryfield. Quatre-vingt-dix pour cent de ces succès sont attribuables au travail des résidents; nous leur avons seulement donné l'occasion de mettre tout cela en marche.

Vous avez parlé de Dartmouth Nord. Nous utilisons des principes similaires à ceux que nous avons utilisés à Spryfield — nous embauchons des gens de la collectivité, nous sommes présents dans la collectivité, nous travaillons dans la collectivité. C'est ce que nous faisons à Dartmouth Nord. Nous voyons le même résultat; les résidents sont prêts à participer. Ce sont généralement des gens qui avaient toujours voulu faire quelque chose, mais qui avaient besoin d'un peu d'aide pour se lancer. Trois groupes de jeunes ont été créés — un pour la danse, un pour l'informatique, et un pour offrir des activités l'après-midi. Cela peut donner l'impression que ce sont des programmes distincts, mais ce qui est important, c'est que les trois volent de leurs propres ailes. Centraide n'a eu qu'à offrir un peu d'appui, et les programmes fonctionnent d'eux-mêmes.

Ils ont un effet significatif sur les jeunes du quartier, qui nous disent continuellement: « Je ne participerai pas, parce que cela ne sert à rien, et ce que vous faites ne me sera pas utile à long terme. » Je crois que le travail de quartier leur démontre qu'en fait, il y a beaucoup d'occasions qui s'offrent à eux.

Je ne sais pas si cela répond à votre question, Mike.

● (1505)

M. Michael Savage: Je pense que oui. Il s'agit de la nature du travail que vous faites.

Il me semble que la façon dont nous avons développé les villes a ancré la pauvreté en ce sens que nous construisons traditionnellement les logements abordables, les logements pour personnes à faible revenu, nous les aménageons tous dans un même secteur, puis nous oublions tout cela, nous nous en lavons les mains et nous disons que nous nous en sommes occupés. Nous sommes ensuite surpris de ce que les gens ne soient pas aussi fiers de leurs collectivités qu'ils pourraient l'être ou qu'il y ait de la criminalité dans cette collectivité.

Hier soir au forum, certains d'entre nous ont eu l'occasion de parler de quelque chose dont je n'étais pas au courant — d'autres en étaient peut-être au courant. À Boston, le maire Thomas Menino a mis en place un plan selon lequel 10 p. 100 de tous les nouveaux logements en copropriété doivent être des logements pour personnes à faible revenu, si j'ai bien compris, ce qui signifie qu'on intègre ainsi des gens dont la situation financière est peut-être différente, mais on leur donne la chance de travailler ensemble, de vivre ensemble, de se comprendre les uns les autres, sans le stigmate de vivre dans un secteur fait de logements abordables.

Je sais qu'à Dartmouth Nord, Paul, les gens sont irrités par le développement. Ils sont fiers de leur collectivité, mais ils n'ont pas eu l'occasion d'exprimer leur fierté. Je me demande si l'un d'entre vous a quelque chose à dire au sujet de l'approche que nous avons adoptée en matière de logement par rapport à celle que nous devrions adopter.

Mme Tanis Crosby: Oui.

M. Paul Shakotko: J'entends Tanis prendre une grande respiration là-bas. Aimerez-vous que Tanis tente de répondre d'abord à la question?

M. Michael Savage: Oui.

Mme Tanis Crosby: Merci, Paul.

L'une des solutions clés pour nous est le logement en milieu de soutien. Cela permet d'intégrer les gens qui ont connu l'itinérance dans les collectivités de façon à ne pas les isoler dans des ghettos. L'un de nos programmes s'appelle WISH. Ce programme a été reconnu comme étant une pratique exemplaire à l'échelle nationale par la SCHL et a reçu un prix du programme national de reconnaissance du YWCA du Canada. Il n'en existe que deux comme cela au Canada.

Nous aidons les femmes qui quittent les maisons d'hébergement en leur fournissant leur propre appartement. Nous fournissons les services de gestion et de tutelle financière. Nous leur donnons une formation en dynamique de la vie et un service d'aide 24 heures par jour. Nous leur donnons les outils dont elles ont besoin pour réussir et être indépendantes. Des 24 femmes qui participent au programme à l'heure actuelle, il y en a huit qui travaillent comme bénévoles. Trois iront faire des études postsecondaires. Les femmes qui ont participé à ce programme nous ont dit que cela leur avait sauvé la vie. Nous avons des femmes qui ont vécu dans la rue dans toutes les grandes villes du pays, qui sont en mesure de refaire leur vie, d'aller se faire traiter pour leur toxicomanie et pour des problèmes de santé mentale. Cela aide des femmes qui ont été sans-abri à acquérir l'indépendance qu'elles méritent.

Cependant, l'un des problèmes de ce projet, c'est qu'il n'est pas durable. Nous sommes déficitaires. Nous devons combler la différence avec des levées de fonds. Et dans le climat actuel d'instabilité économique, nous n'avons pas la certitude de pouvoir combler la différence cette année par des levées de fonds. C'est donc là une pratique novatrice qui ne fait l'objet d'aucune entente de financement liée à l'inflation qui nous permettrait de payer les gens ce qu'ils valent. Ce programme est géré par Wanda Hill, une femme incroyablement passionnée par son travail.

Il est nécessaire également de mettre en place un programme semblable pour les hommes, et nous travaillons avec l'Armée du Salut depuis 2007 à cette fin. Il n'y a cependant pas de fonds disponibles pour ce programme.

Il existe donc des solutions novatrices qui incorporent les pratiques exemplaires et qui donnent aux gens l'occasion de s'intégrer à la communauté et de devenir indépendants, mais elles ne sont pas convenablement financées.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons passer à Mme Beaudin. Vous avez sept minutes, s'il vous plaît.

[Français]

Mme Josée Beaudin: Merci beaucoup.

Je vous remercie, tous les trois, d'être présents aujourd'hui. Je souriais en vous entendant parler de Centraide. Je viens du Québec et, comme vous le savez peut-être, j'ai travaillé pour Centraide. Je me plais à répéter que j'ai travaillé, entre autres, dans le cadre des initiatives 1, 2, 3 GO!, qui étaient financées par Centraide. Ce travail, qui se faisait dans les quartiers, s'adressait aux enfants de 0 à 5 ans.

Je vais vous donner un exemple. Si on décide d'aménager dans un quartier un parc pour les enfants de 0 à 5 ans, mais qu'autour du parc les voitures circulent à 70 km à l'heure, il faut travailler de concert avec la municipalité pour faire en sorte que la limite de vitesse dans cette zone soit réduite. Il faut également informer la population des environs et la sensibiliser au fait que ce parc sera principalement destiné à des tout petits. On doit intervenir à trois niveaux, quand on décide d'aménager un site de ce genre. Il faut informer la collectivité

dans son ensemble, sensibiliser le voisinage et intervenir directement sur l'environnement qui fait l'objet du projet.

J'ai aussi apprécié le Service 211. Vous avez raison: il est extraordinaire de pouvoir rendre cette information accessible plutôt que de dire aux gens de l'obtenir où ils le peuvent. D'autres services ont davantage comme objectif de donner de l'information au niveau municipal. Des organismes communautaires et des organismes du milieu peuvent transmettre rapidement aux gens ce genre de renseignements.

On a parlé de pratiques exemplaires et d'initiatives locales intéressantes. Afin de déterminer quelles mesures avaient le mieux fonctionné, j'ai posé une question à des gens qui comparaissaient avant vous. Il y a un phénomène particulier, à Halifax. En effet, selon les statistiques, le taux de pauvreté semble avoir diminué chez les hommes et les jeunes, mais très peu chez les femmes. D'après vous, à quoi est-ce dû? Avez-vous une réponse à me donner?

• (1510)

[Traduction]

Mme Tanis Crosby: Où commencer? Je souhaiterais avoir la réponse à cette question. Je vais parler de Spryfield, car c'est un exemple de mobilisation communautaire.

Le YWCA est un partenaire de Centraide dans le cadre du programme Quartiers en essor, qui favorise la recherche de solutions locales. Je pense que cela va faire ressortir certains obstacles de nature politique. À Spryfield, nous participons au programme Quartiers en essor. On nous avait dit que cette collectivité avait besoin de garderies. L'an dernier, nous avons réussi à obtenir une subvention de 1,4 million de dollars de la province pour créer des garderies locales. Il a fallu deux ans pour développer ce projet. Nous avons obtenu le financement et nous voulions construire une garderie. Spryfield a le nombre le plus élevé de mères célibataires à faible revenu en Nouvelle-Écosse et pourtant il n'y a pas de garderie accréditée là-bas. Alors comment peut-on aider les mères célibataires qui veulent aller travailler ou étudier s'il n'y a pas de garderie? Nous y avons vu une occasion à saisir. Or, maintenant qu'on s'apprête à mettre en place une telle garderie, l'un de nos plus grands défis consiste à nous assurer que les personnes qui en ont le plus besoin peuvent y avoir accès, car c'est ainsi que les subventions transférables sont instituées dans notre province.

Nous voulons mettre en place une stratégie fédérale de lutte à la pauvreté qui suscitera des changements significatifs, considérables. Nous devons examiner en quoi consistent les politiques provinciales et comment cela se traduit sur le terrain. Je connais une mère célibataire de Spryfield qui a quatre enfants et qui ne peut pas aller travailler car elle n'a pas de garderie. Elle est maintenant divorcée et elle ne reçoit aucune aide financière. Pour qu'elle aille au travail, il lui faudrait avoir un revenu d'environ 40 000 \$ par an pour payer la garderie, car notre subvention pour la garderie est limitée à 400 \$ par mois. Elle n'est donc pas en mesure d'aller travailler. Tous ces obstacles doivent être systématiquement éliminés.

Je pense qu'il est préférable d'avoir des solutions locales, mais elles doivent être combinées à des programmes comme des garderies sans but lucratif. Nous avons besoin de subventions pour les garderies qui sont liées à la collectivité, non pas seulement au centre. Nous n'avons pas de subvention pour la garderie à Spryfield. Comment peut-on s'assurer que la garderie qui est mise en place sera accessible aux personnes qui en ont le plus besoin?

[Français]

Mme Josée Beaudin: La contribution du gouvernement ne devrait-elle pas consister à financer les initiatives déjà en place? Vous connaissez les besoins de votre milieu. Vous souhaitez avoir plus de centres. La contribution du gouvernement ne devrait-elle donc pas consister à financer les initiatives déjà en place?

Dans les centres de la petite enfance, on rejoint les enfants que l'on n'aurait jamais pu rejoindre autrement. Je l'ai vécu au Québec, et particulièrement dans ma circonscription de Saint-Lambert, près de Longueuil. Les enfants qui seraient restés chez eux et qui auraient pourtant eu besoin d'outils pour une bonne préparation à l'école sont rejoints par les centres de la petite enfance. Ils commencent à fréquenter les centres de la petite enfance vers l'âge de huit mois ou un an. On a même créé des haltes-répît à temps partiel ou sur appel. Lorsque nécessaire, et à n'importe quel moment, le parent peut appeler et y amener son enfant. On a alors accès à cet enfant et on peut lui donner les outils, l'aider et l'appuyer, tout en soutenant le parent. Si on intervient auprès de l'enfant sans intervenir auprès du parent...

N'est-ce pas la contribution qui devrait être apportée?

• (1515)

[Traduction]

Mme Tanis Crosby: Vous savez de quoi vous parlez.

Absolument, oui. Nous avons obtenu le prêt pour créer des places en garderie à Spryfield grâce au financement fédéral, mais dans la collectivité de Spryfield, il n'y a toujours pas de garderie. Donc, dans cette collectivité où l'on trouve le plus grand nombre de mères célibataires au Canada, au centre de Spryfield, il n'y a pas de garderie. Lorsque nous construirons la garderie, étant donné la façon dont le financement provincial est prévu pour les garderies subventionnées, il ne sera absolument pas possible de nous assurer que les places en garderie que nous allons créer iront aux personnes qui en ont le plus besoin.

Comment pouvons-nous faire en sorte que la politique provinciale visant l'accès aux garderies accréditées fera progresser la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté? Je pense que nous devons envisager une stratégie nationale en matière de garde des enfants. Je pense que nous devons nous tourner vers le modèle québécois. Le Québec a encouragé et facilité la croissance des garderies sans but lucratif. On n'y trouve pas de cas où, comme en Nouvelle-Écosse, une collectivité a des besoins considérables, mais n'a pas de garderie. Nous devons être en mesure de supposer qu'il y a des garderies là où il en faut, mais ce n'est pas le cas en Nouvelle-Écosse. Il n'y a pas de lien en ce moment, entre les endroits où l'on crée des garderies et les endroits où il en faut. L'emplacement des garderies et l'accès des familles qui en ont le plus besoin aux places en garderie qui sont disponibles sont aussi source de préoccupations importantes sur le plan de la politique.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Martin.

Vous avez sept minutes, monsieur.

M. Tony Martin: Merci beaucoup. Il y a beaucoup d'information utile ici. Je n'ai que quelques petites observations à faire, ensuite je poserai une question.

Bob, j'ai été frappé par l'histoire que vous avez racontée au sujet du patient qui a eu une greffe du cœur et qui s'est retrouvé sans abri. C'est la deuxième fois que j'entends une histoire semblable ici, en deux jours. Il y a une femme qui était ici hier soir et elle est ici

aujourd'hui, elle s'appelle Deborah. Elle a eu le cancer du sein et elle s'est retrouvée elle aussi sans abri.

Est-ce une tendance qui commence à se dessiner au pays? C'est vraiment troublant, et je dois le savoir.

Partout au pays, au cours des deux dernières années, nous avons rencontré des gens dans différentes collectivités qui ont des problèmes de pauvreté. Bon nombre d'entre eux sont comme vous et moi et travaillent très fort. Ils sont très dévoués et passionnés au sujet de leur travail, mais vous savez, ils ont les cheveux qui grisonnent, ils vieillissent et sont fatigués. Ils se demandent s'ils vont un jour recevoir de l'aide pour continuer le travail qu'ils font ou pour le confier à d'autres après eux. C'est tout simplement extrêmement difficile; quoi qu'il en soit, on fait des efforts.

Ce qui m'amène à Paul.

Votre initiative, à mon avis, consiste à reconstruire les collectivités afin d'en faire des endroits où les gens peuvent participer, jouer, être en sécurité et tout cela. Il s'agit de mettre en place une capacité dans les quartiers.

J'ai pris connaissance d'un programme, à Thunder Bay, où il y a un problème de pauvreté autochtone qui est très désespérant. C'est tout simplement incroyable, particulièrement en hiver. Les gens viennent des collectivités éloignées, mais il n'y a rien pour eux et ils se retrouvent dans la rue pour dormir, à 40 degrés sous zéro, avec très peu à manger. On a commencé à utiliser les fonds du gouvernement fédéral pour accroître la capacité d'intervention des quartiers dans le cadre de la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain, afin de mettre en place une capacité dans les quartiers. C'est un programme intéressant qui vient tout juste d'être lancé. Ils sont très enthousiasmés par ce programme. Il a eu un certain succès, mais encore une fois, il faut plus d'argent. En fait, étant donné qu'il y a eu des réductions, ils ont perdu une partie d'un excellent programme qu'ils pouvaient offrir.

Il y a donc de bonnes choses qui se font sur le terrain.

Je voulais tout simplement mentionner que ce sont les femmes qui sont les plus pauvres, et qu'au cours des 10 à 15 dernières années, du moins c'est ce qu'il me semble, nous avons découragé plutôt qu'encouragé les gens, ou nous avons tenté d'utiliser le bâton plutôt que la carotte.

Vous souvenez-vous de l'histoire de Kimberly Rogers à Sudbury, cette jeune femme qui avait décidé de retourner aux études pour se sortir de l'aide sociale? Elle est allée au collège, ne sachant pas que le gouvernement à l'époque avait changé les règles de sorte qu'il n'était pas possible de recevoir de l'aide sociale en même temps qu'un prêt étudiant. Elle a demandé un prêt étudiant et l'a obtenu, elle s'est fait prendre, a été accusée et trouvée coupable. On lui a imposé une détention à domicile. La journée la plus chaude de l'été en août 2002 ou 2003, alors qu'elle était enceinte, elle et son bébé à naître sont décédés dans son appartement. C'était tout simplement tragique. Non seulement les gouvernements sont capables de faire des choses merveilleuses pour les gens, mais ils sont aussi capables de mettre en place des politiques qui peuvent en fait tuer les gens.

Cela dit, si vous étiez à notre place et que vous vouliez mettre en place une stratégie nationale pour lutter contre la pauvreté, par où est-ce que vous commenceriez? Est-ce que quelqu'un veut répondre à la question?

•(1520)

M. Robert Lundrigan: Je crois que c'est une question de partenariat. Tanis peut vous dire combien de gens elle dessert au Canada. Ils ont des renseignements de première main. Je crois que nous avons cette information dans le cadre des projets avec l'Armée du Salut et Centraide. Ce n'est pas seulement nous trois; il y en a beaucoup partout au pays. Vous devez trouver une façon de dialoguer avec nous, plus particulièrement pour nous demander ce qu'il nous faut.

N'importe quel jour de la semaine, nous avons 40 hommes dans notre refuge pour hommes à Halifax. Il y en a jusqu'à 80 autres dans un autre refuge qui leur fournit uniquement un lit. Dans notre continuum de soins, nous aimerions que ces 80 autres puissent venir chez nous car nous leur offrons trois repas par jour, nous les envoyons chez le médecin, nous attendons avec un sans-abri à l'urgence, parce qu'il pense qu'il est invisible. Il sait qu'il a le cancer, mais si quelqu'un ne lui parle pas, il n'ira jamais voir un médecin. Nous aimerions nous occuper d'un plus grand nombre de ces gens.

Nous avons aussi des candidats qui peuvent réintégrer le marché du travail. Nous avons un homme à l'heure actuelle qui vit dans le bois depuis trois ans. Il a des compétences, une éthique de travail, et il a maintenant un emploi, mais il ne peut pas subvenir à ses besoins. Si notre seule raison d'aider cet homme de 27 ans à trouver à nouveau un travail productif est que c'est la bonne chose à faire, alors nous devons le faire.

Pour revenir à votre question, je crois que vous devez avoir un dialogue avec un certain nombre de partenaires au pays et leur demander ce dont ils ont besoin pour aider un plus grand nombre de gens à passer d'un refuge à un emploi et à l'autonomie. Il n'est pas nécessaire de redécouvrir l'Amérique. La carte est déjà là. Nous devons tout simplement ouvrir les pages et demander à l'Armée du Salut: « Que pouvons-nous faire? » Demander à Centraide « Que pouvons-nous faire? » Demander au YMCA-YWCA « Que pouvons-nous faire? Dites-nous ce que vous feriez aujourd'hui pour que certaines de ces personnes puissent retrouver un logement abordable et redevenir productifs ou tout au moins être en mesure de s'occuper d'eux-mêmes. »

M. Tony Martin: Chacun d'entre vous représente ce que nous appelons le secteur des ONG, des organismes non gouvernementaux. Je sais qu'aux États-Unis il y a une tendance énorme, qui a été lancée par le président Bush — ça n'a pas très bien fonctionné parce qu'il n'y avait pas de ressources — et maintenant ce projet est appuyé par le président Obama: les initiatives fondées sur les croyances, où l'on donne de l'argent à des groupes communautaires pour qu'ils fassent en fait ce que le gouvernement ferait typiquement, où ce que l'on s'attendrait à ce qu'il fasse.

Qu'en pensez-vous?

Mme Tanis Crosby: Nous offrons déjà des services pour pallier au manque de services offerts par le gouvernement provincial. Robert et moi fournissons des services qui incomberaient autrement au gouvernement. Nous offrons des services à meilleur marché et nous le faisons parce que nous pouvons recueillir de l'argent auprès de la population pour combler les lacunes.

Le problème, c'est que tous les facteurs sont réunis pour que la situation devienne catastrophique. La demande, le financement, la capacité de lever des fonds, tout est en train de se fusionner. Par ailleurs, près de 60 p. 100 des directeurs exécutifs des organismes sans but lucratif vont prendre leur retraite au cours des dix prochaines années. D'où la difficulté des organismes du secteur à répondre aux besoins croissants et à offrir les services, puisqu'il

devient plus difficile d'obtenir des ressources du gouvernement et de recueillir plus de fonds. Nous approchons du point critique, du moment où les organismes sans but lucratif ne seront plus en mesure de fournir les services essentiels qui nous permettent de réduire et d'atténuer la pauvreté au Canada.

Pour pouvoir tracer une stratégie de lutte contre la pauvreté, il faut trouver le moyen d'assurer la pérennité des organismes qui offrent en ce moment des services de soutien indispensables aux personnes dans le besoin. Je ne saurais trop insister sur cela. Voilà six ans, mon organisme avait un financement de base de 156 000 \$ et aujourd'hui, nous ne recevons plus un sou. Pourtant, nous aidons trois fois plus de femmes et avons réduit nos coûts indirects de moitié. Nous sommes dans un cul de sac: les subventions sont accordées par projet et il n'y en a plus. Nous devrions consacrer notre temps à aider les gens qui ont le plus besoin de nos services, pas à nous démener pour rédiger une demande de subvention pour un projet.

Je trouve intéressant et plutôt triste que tout récemment, le 8 mai, Ressources humaines et Développement des compétences Canada ait lancé un appel de propositions pour le programme de partenariats pour le développement social en indiquant qu'une de ses priorités était de renforcer le secteur bénévole. Dans ce cas encore, il s'agissait de subventions qui permettraient aux organismes sans but lucratif de proposer des façons de renforcer le secteur. Ce dont j'ai besoin, moi, pour renforcer le secteur, c'est d'argent pour pouvoir offrir les services. Et pas de financement qui prendra fin dans trois ans au moment même où des femmes itinérantes et affamées viendront frapper à ma porte. Elles ont besoin de services essentiels maintenant.

Nous avons des solutions éprouvées à vous proposer. Comme l'a dit Robert, je pourrais construire demain matin un immeuble de 12 étages comportant des appartements de deux chambres à coucher qui hébergeraient des mères célibataires et leur permettraient d'aller à l'université. Si j'avais les subventions, je pourrais remplir une garderie de 57 places à Spryfield seulement avec des parents subventionnés, de manière à ce qu'ils puissent étudier, travailler pour ne plus dépendre de l'aide au revenu. Les solutions existent dans la collectivité, mais des obstacles nous empêchent d'avoir accès aux fonds nécessaires, et il manque une bonne politique de financement qui réglerait les problèmes.

•(1525)

M. Paul Shakotko: Je me fais l'écho de ce qu'ont dit Tanis et Robert. Vous avez posé une question très vaste, à laquelle je ne peux apporter que trois réponses.

Premièrement, je crois qu'il faut miser sur les atouts des organisations qui font déjà le travail sur le terrain. Vous en avez trois devant vous, mais il y en a beaucoup d'autres. Il y en a beaucoup qui font de l'excellent travail. Profitons-en. Il n'est peut-être pas possible d'en discuter à fond pendant une réunion aussi brève que celle d'aujourd'hui, mais vous pouvez très facilement engager un dialogue avec d'autres ONG qui font de l'excellent travail sur le terrain. Nous sommes entièrement disponibles pour discuter de la question avec vous aussi souvent que nécessaire afin de commencer à réduire la pauvreté.

Deuxièmement, même si l'économie est en crise en ce moment, vous devez toujours planifier à long terme. Nous travaillons dans ce domaine depuis assez longtemps pour savoir que les solutions à court terme font parfois plus de tort que de bien.

Troisièmement, le travail axé sur la dimension locale qui a donné de si bons résultats à Halifax représentait un risque que le gouvernement fédéral a accepté de courir, il y a quatre ou cinq ans, en lançant le programme Quartiers en essor. Le jeu en valait la chandelle et le rendement des sommes investies est considérable. Le troisième élément, c'est donc qu'il faut assumer certains risques.

Le président: Merci.

Merci, Tony. Merci, Paul.

Monsieur Komarnicki, vous avez sept minutes.

M. Ed Komarnicki (Souris—Moose Mountain, PCC): Merci.

Monsieur le président, je n'utiliserai peut-être pas tout mon temps, mais je connais très bien vos organisations et je fais moi-même tinter la petite cloche chaque année. Je crois que c'est important de s'engager dans la collectivité.

En ce qui concerne Centraide, Weyburn et Estevan, en Saskatchewan, sont toutes les deux dans ma circonscription. Estevan, notamment, a atteint ou dépassé son objectif 25 fois sur 26 années consécutives et ils interviennent dans la collectivité par l'application d'un programme nocturne qui se poursuit jusqu'au samedi midi, et ils font du très bon travail. Ils ont également réussi à faire participer la collectivité à leurs activités, et c'est comme ça que les organismes fonctionnent.

Un des témoins a déclaré que le gouvernement fédéral devrait peut-être encourager les dons aux organismes comme les vôtres en permettant une déduction plus importante pour les dons de charité. C'était sa suggestion. Avez-vous des idées là-dessus, sur la façon d'obtenir de l'argent non pas du gouvernement, mais du public? Avez-vous des suggestions?

• (1530)

Mme Tanis Crosby: Oui. Je suis sûre que le Canada est favorable à cela, et je crois que cela pourrait faire partie de notre stratégie. Mais je souhaite souligner qu'une plus grande philanthropie ne mène pas nécessairement à la justice sociale et qu'il faut travailler aux facteurs qui sous-tendent la pauvreté. Même si le gouvernement proposait des incitatifs fiscaux qui feraient augmenter les dons des particuliers au Canada par trois fois, est-ce que les femmes gagneraient quand même 71 p. 100 du salaire des hommes? Est-ce que les femmes autochtones vivraient quand même dans la pauvreté la plus profonde de notre pays? Ce sont des questions complexes et interreliées, et elles ne sont pas faciles à résoudre.

M. Ed Komarnicki: Je comprends qu'il faut les résoudre et je pense que l'un n'exclut pas l'autre. Compte tenu de cela, avez-vous d'autres suggestions qui permettraient à votre organisme d'avoir plus de fonds? Est-ce que vous seriez d'accord avec cette mesure ou non?

Mme Tanis Crosby: Oui, je pense qu'elle pourrait faire partie d'une stratégie globale, mais ça n'est pas une formule magique.

M. Ed Komarnicki: D'accord. Est-ce quelqu'un d'autre souhaite intervenir?

M. Robert Lundrigan: Pour notre centre de la rue Gottingen, qui accueille 400 hommes sans-abri et jusqu'à 20 personnes en désintoxication, et pour l'aide que nous fournissons dans la rue, nos donateurs nous subventionnent à hauteur de 400 000 \$ par année. Donc, toute mesure qui pourra stimuler les donateurs... parce que nous sommes également financés par les provinces, mais ce financement représente un tiers de nos coûts de fonctionnement actuels.

M. Ed Komarnicki: Les gens se sentent bien lorsqu'ils donnent, et nous voulons les encourager à le faire. Je pense que c'est une bonne chose d'encourager les gens à donner.

Cela étant dit, ce que l'on me dit, c'est que très souvent, les programmes que nous concevons avec le financement dont nous disposons comprennent un appel d'offres très précis. Il ne correspond pas nécessairement aux besoins sur le terrain. L'argent ne va donc pas forcément à ceux qui en ont le plus besoin, mais il va là où il y a un besoin précis. Donc, beaucoup d'organismes répondent à l'appel d'offres et comblent un besoin ici, alors qu'ils devraient en réalité se concentrer sur un autre besoin.

Lorsque je regarde notre parcours, j'observe une certaine maturation, et beaucoup d'organismes comme les vôtres ont déjà l'infrastructure nécessaire. Elle existe depuis longtemps et vous arrivez à offrir vos programmes, parce que vous offrez un système de prestation de services à ceux qui en ont le plus besoin. Peut-être qu'il faut changer notre perspective et investir là où les gens sur le terrain et les ONG nous disent: « Voilà nos besoins. Concevez quelque chose pour les combler, pour que nous puissions y investir cet argent. » Avez-vous des idées sur la façon dont on peut améliorer notre système de subventions, d'appels d'offres et des autres éléments qui viennent du gouvernement du Canada et du ministère des Ressources humaines? Nous allons simplement les parcourir.

Allez-y.

M. Robert Lundrigan: Ce qui nous a irrités, lors des deux derniers appels d'offres, c'est que nous avions le sentiment d'être en concurrence. Nous avons l'impression que nous étions en concurrence pour obtenir ces fonds parce que notre idée, surtout celle qui coûtait un peu plus de un million de dollars, concernait un projet d'aménagement de logements pour personnes atteintes de problèmes de santé mentale. Pour l'Armée du Salut, les critères que nous devons respecter, par rapport aux critères qui s'appliquent aux autres organismes locaux, sont très différents. Nos normes d'accréditation et ce genre de choses sont établies ainsi.

Voici comment nous percevons ces appels d'offres: est-ce que vous pouvez trouver le soumissionnaire le moins cher? Le soumissionnaire le moins cher n'est pas forcément celui qui fournit le meilleur programme, alors...

M. Ed Komarnicki: Au moment où vous disiez cela — et je sais que vous voulez nous en parler davantage — je sais que vous voulez éviter ce genre de concurrence, parce que vous considérez que vous faites partie d'un tout. Les besoins sont les mêmes, et vous devriez pouvoir partager avec les différents organismes et prestataires pour qu'il n'y ait pas de concurrence, mais plutôt un partenariat. Peut-être que nous n'avons pas suffisamment communiqué entre nous, mais la dernière chose à faire, c'est de créer une concurrence entre les organismes qui fournissent des services.

M. Robert Lundrigan: C'est pourquoi la Société Saint-Léonard, le Y et l'Armée du Salut se sont réunis pour faire avancer la cause du logement, parce que nous ne voulons pas rivaliser. S'il y avait un nouvel appel d'offres, il faudrait se casser la tête pour faire une proposition conjointe...

M. Ed Komarnicki: Et se poser la question: « Est-ce que nous pouvons travailler tous ensemble? »

Je crois que vous vouliez également intervenir.

M. Paul Shakotko: J'aimerais ajouter quelque chose. Si nous pouvons faire des recommandations au sujet des appels d'offres, je sais que certains de nos organismes traquent le financement, et les programmes changent chaque année en fonction de l'argent disponible. Lorsqu'on est coincé dans ce jeu de ping-pong, on cherche le financement pour la petite enfance une année, et l'autre année, on cherche du financement pour notre stratégie pour la jeunesse. Ce qui va se produire, c'est que bientôt, nous allons chercher du financement pour nos stratégies pour les personnes âgées. Ce jeu de ping-pong ne nous permet pas de réaliser du travail à long terme et d'être assez innovateurs pour avoir une réelle incidence.

Peut-être pourriez-vous concevoir des appels d'offres qui permettent aux organismes qui font ce travail depuis très longtemps de faire preuve d'innovation et d'avoir beaucoup plus de souplesse. Laissez-les fixer leurs objectifs et vous faire rapport de ces objectifs, par la suite.

• (1535)

M. Ed Komarnicki: Et peut-être que l'on pourrait réaliser des vérifications de temps en temps, plutôt que de leur demander d'être admissibles.

Tanis, voudriez-vous ajouter quelque chose?

Mme Tanis Crosby: J'aime beaucoup votre façon d'aborder les choses et le fait que vous demandiez comment les budgets courants pourraient être optimisés. Je tiens à vous féliciter à cet égard, car votre approche et votre raisonnement reflètent exactement l'orientation qu'il nous faut prendre.

Tout récemment, RHDCC a lancé un appel de propositions. Pourquoi ne pas songer à répartir les sommes entre les régions pour que les décisions soient prises à ce niveau-là? Je pense que l'infrastructure qu'offre l'IPLI est plutôt excellente, car il s'agit d'un plan local avec un ordre prioritaire local pour réduire et prévenir l'itinérance. L'argent du gouvernement fédéral est réparti entre des organismes locaux qui prennent des décisions à l'échelle locale suivant leurs priorités.

Je me demande s'il n'y aurait pas moyen d'intégrer les priorités des divers ministères. On pourrait ainsi atténuer et prévenir l'itinérance sans cloisonner les catégories et permettre l'expression des priorités locales et l'innovation locale.

Mais je suis tout à fait d'accord. Si nous arrivions à répondre en priorité aux besoins des femmes, des jeunes femmes et des familles qui sont extrêmement urgents au lieu de mettre l'accent, comme nous le faisons, sur la chasse au financement, la rédaction de propositions et la présentation de rapports aux bailleurs de fonds, les bienfaits des services que nous offrons seraient beaucoup plus considérables.

Le président: Merci.

Nous allons passer au deuxième tour, qui est de cinq minutes.

Monsieur Savage.

M. Michael Savage: Nous avons parlé d'une stratégie de consultations auprès des gens qui sont au courant de la situation. Y en a-t-il parmi vous qui ont participé aux discussions sur la stratégie antipauvreté en Nouvelle-Écosse?

Mme Tanis Crosby: Oui.

M. Michael Savage: Que pensez-vous du plan qui a été adopté? Soit dit en passant, nous avons rencontré les auteurs à l'heure du dîner.

Mme Tanis Crosby: Vous parlez de la Coalition communautaire pour mettre fin à la pauvreté? Avez-vous rencontré Pamela Harrison et Rene Ross?

Une voix: Oui.

Mme Tanis Crosby: Me demandez-vous mon opinion sur la stratégie provinciale présentée par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse?

M. Michael Savage: Oui.

Mme Tanis Crosby: Je ne pense pas qu'elle tienne compte des priorités du Groupe de travail sur la stratégie de réduction de la pauvreté ou même des stratégies et des valeurs épousées par la collectivité en 2007.

Cette stratégie provinciale porte essentiellement sur des annonces de financement réchauffées. Par exemple, dans la section concernant la collaboration, il est question de collaboration avec les ministères, ce qui est absolument crucial. Je tiens à les féliciter d'avoir retenu cela. Toutefois, il n'est pas question de la collaboration avec les fournisseurs de services, les secteurs à but non lucratif qui offrent, en partenariat avec le gouvernement provincial, des programmes et des services essentiels pour réduire et prévenir la pauvreté.

Ainsi, quand un gouvernement présente une stratégie qui ne prévoit pas une collaboration avec les fournisseurs de services, ceux-là même avec qui il doit travailler pour atteindre les objectifs visés, je me dis que cette stratégie a d'énormes lacunes.

M. Michael Savage: Voilà le problème. En fait, c'est une aggravation du problème existant.

La pauvreté enracinée existe au Canada depuis de nombreuses années. Nous sommes en période de récession, ce qui, jusqu'à un certain point, a éveillé l'attention des gens sur le problème, mais la pauvreté existe depuis longtemps. Voici la difficulté: le pays a sombré dans un déficit. Nous avons adopté un budget contenant des mesures de stimulation et, à l'avenir, le gouvernement n'aura d'autre choix que de rembourser le déficit. Si l'argent destiné à financer les gens qui en ont le plus besoin actuellement ne leur parvient pas et si nous nous sommes endettés, qu'allons-nous faire? Voilà la question.

Je pense que la plupart des économistes vous diront que les meilleures dépenses pour stimuler l'économie sont celles qui constituent un investissement dans les gens qui en ont le plus besoin. Si on injecte de l'argent dans l'assurance-emploi, l'aide sociale ou des organisations comme la vôtre, on est payé en retour. Si on veut stimuler l'économie de Halifax ou de Dartmouth en construisant un nouveau centre des congrès, on ne fera que déplacer des travailleurs qualifiés d'un chantier à l'autre plutôt que de former des gens qui ont besoin d'acquérir des compétences et de gagner de l'argent.

Le fait que le pays soit déficitaire m'inquiète. Nous ne donnons pas à ceux qui en ont le plus besoin l'argent nécessaire. Que pensez-vous de cela madame, ou monsieur?

• (1540)

M. Robert Lundrigan: Nous avons eu dans notre pays une période d'essor et de croissance exceptionnelle d'une dizaine d'années. Nous ne pouvions pas nous permettre de le faire à cette époque et nous ne le pouvons pas maintenant. En l'absence d'un plan, cela ne sera pas réglé durant notre génération. Mais le temps est venu de prendre position et de dire: « voici ce que nous devons faire ». Il faut y aller par étapes. Quelle est la première étape? Il faut un plan, sinon on n'ira nulle part.

M. Michael Savage: Paul.

M. Paul Shakotko: Je crois que la question que vous posez est celle-ci: les solutions locales valent-elles la peine d'être mises à l'essai? Je pense que oui. Je pense qu'il vaut la peine de trouver des solutions locales aux difficultés locales. Si cela commence à Halifax ou dans une autre ville, alors ce sera la première étape. Vous parlez de grands problèmes nationaux comme les déficits, mais je pense que vous dites en fait que nous devrions chercher sur place des solutions locales. Je vous encourage à poursuivre dans cette voie. Il y a beaucoup plus à dire.

M. Michael Savage: Ce que je dis, c'est que nous devons d'abord investir dans les gens. Je ne prête pas de mauvaises intentions au gouvernement. Le Centre canadien de politiques alternatives croit que toutes les mesures fiscales dans ce budget de stimulation sont permanentes, mais que les investissements dans les gens et l'infrastructure sociale sont temporaires. Nous avons un problème de taille que nous devons régler.

Je vais terminer sur une note positive. Je pense que notre comité est bien intentionné. Nous essayons de trouver des solutions. Nous comprenons ce que vous nous dites. Nous sommes conscients que c'est vous qui faites le travail sur le terrain. Parfois, le gouvernement doit se contenter de dire: « Écoutez, continuez de faire ce que vous faites. Voici l'argent pour le faire mieux et on se reverra plus tard. » C'est peut-être l'un des rôles que le gouvernement doit jouer.

Le président: Monsieur Lobb.

M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Mon collègue d'en face sait que, dans le plan d'action économique qui a été présenté en janvier, des sommes ont été investies directement dans les gens et les collectivités. On a ajouté des semaines aux prestations d'assurance-emploi. Des milliards de dollars ont été investis dans notre infrastructure. Et des milliards ont aussi été investis dans le logement — le logement pour les personnes âgées et pour les personnes handicapées. On peut dire des généralités, on peut se payer le luxe de le faire, mais quand on creuse et qu'on entre dans les détails, n'importe qui peut voir que beaucoup d'argent a été investi pour aider ceux qui en ont le plus besoin.

J'ai une question sur la littératie financière. Tanis, je vous suis très reconnaissant d'avoir mentionné cela. Pourriez-vous en dire un peu plus long au comité sur ce que fait le YWCA en matière de littératie financière.

Mme Tanis Crosby: Merci, monsieur. J'ai dû réduire mon allocution au strict minimum.

Nous avons un projet pilote. C'est l'un de quatre projets de démonstration au Canada et le but est de faciliter l'accès aux initiatives gouvernementales, comme le Bon d'études canadien, et d'aider les familles à revenu faible et moyen à économiser pour payer les études de leurs enfants.

Nous avons appris dès le départ qu'il était difficile d'encourager les familles à faible revenu à économiser pour payer les études de leurs enfants alors que les gens ne savaient même pas comment gérer leur propre budget. Nous nous sommes donc orientés vers la littératie financière. Nous avons, par exemple, aidé une femme monoparentale qui habitait dans sa voiture avec son enfant de deux ans et qui était sur le point de se faire enlever son enfant par les autorités.

La littératie en matière financière consiste à aider les familles à vivre selon leurs moyens, ce qui les amène à faire de meilleurs choix pour elles-mêmes et à se prendre en main financièrement. Mais à la base, il s'agit d'aider les familles à vivre selon leurs moyens. Et les résultats ont été extraordinaires.

Mais ce n'est pas facile à faire. Par exemple, nous avons aidé une mère célibataire de 17 ans à économiser. Nous l'avons aidée à établir un plan lui permettant d'économiser les 35 \$ que coûtait un certificat de naissance et nous l'avons aidée à se rendre au bureau de Service Canada afin qu'elle obtienne un numéro d'assurance sociale pour son enfant. Ensuite, nous l'avons envoyée à la banque. Eh bien, elle en est sortie avec une carte de crédit. C'est alors que nous nous sommes rendu compte que nous devons intervenir et intensifier notre aide pour nous assurer qu'elle comprenne les rudiments de la littératie financière et qu'elle les applique à elle-même, au lieu de se contenter d'ouvrir un REEE pour son enfant.

En somme, le but de ce projet est d'aider les familles à revenu faible et moyen à vivre selon leurs moyens, à faire de meilleurs choix et à améliorer leur situation financière. Et nous avons obtenu des résultats absolument extraordinaires.

Le projet prend fin en 2010. Si je devais choisir un projet à financer à l'aide du budget de base, ce serait celui-là. Je m'assurerais que les familles qui subissent une crise financière ont la capacité de naviguer dans les écueils financiers pour s'en sortir et apprennent à vivre selon leurs moyens. C'est donc...

• (1545)

M. Ben Lobb: Je sais que je n'ai plus beaucoup de temps, mais je voudrais poursuivre dans la même veine. Je conviens que nous ne discutons pas aujourd'hui de la cause profonde de cette problématique, mais c'est assurément un pilier d'une solution qui les oriente dans la bonne direction.

Mais pour revenir aux problèmes que je constate à mon bureau, ma circonscription compte un grand nombre de retraités. Elle s'étire le long des rives du lac Huron et beaucoup de gens choisissent d'aller s'y installer à leur retraite. Or, nous constatons que ces gens-là, au moment d'aborder la retraite, après avoir gagné un bon revenu tout au long de leur vie, se retrouvent à 60 ou 65 ans et n'ont plus de revenu parce qu'ils ont pris leur retraite et ils n'ont pas non plus d'économies.

Je me demande si des membres de notre groupe ici sont témoins de façon quotidienne ou hebdomadaire de situations où des personnes âgées se retrouvent en difficulté? Et au sujet de la littératie financière, existe-t-il le long du chemin des points de contrôle, avant l'âge où l'on peut toucher le RPC et la Sécurité de la vieillesse, où les gens peuvent obtenir de bons conseils? Quelqu'un pourrait leur dire: « Vous savez, mon ami, si vous continuez comme cela, vos années de retraite seront des années de vaches maigres. »

Avez-vous des réflexions là-dessus?

Mme Tanis Crosby: Comment aider les gens à amasser des économies suffisantes? Je pense que cela commence très tôt dans la vie, et il faut disposer des bases de la littératie financière. Cela veut dire que les femmes, en particulier, peuvent travailler et amasser de telles économies. Elles doivent avoir accès aux garderies et à la formation pour entrer sur le marché du travail et accumuler des années de cotisations. Chose certaine, le fait de ne pas avoir un revenu de retraite suffisant est une priorité et une source d'inquiétude pour les femmes âgées seules, et aussi l'absence d'un logement abordable et sûr.

Si nous cherchons une solution clé qui aiderait à réduire la pauvreté pendant les décennies à venir, la littératie financière en ferait certainement partie. C'est une stratégie clé.

Le président: Paul ou Robert, voulez-vous répondre?

En terminant, je tiens à dire que je vous suis reconnaissant d'être ici. Je sais que vous êtes sur le terrain et en première ligne. Vous vous dites probablement: « Bon, encore une autre étude sur la pauvreté. Exactement ce qu'il nous faut. » Mais c'est important dans la mesure où cela peut nous éclairer à titre de législateurs. Et en plus, nous pouvons formuler des recommandations au gouvernement à la lumière des suggestions que vous nous faites.

Comme M. Savage l'a dit, c'est une question qui ne touche pas un parti politique en particulier mais à laquelle nous sommes confrontés constamment d'un bout à l'autre du pays, quelle que soit notre appartenance politique.

Nous vous sommes donc reconnaissants d'être venus nous faire part de vos suggestions, que nous pouvons à notre tour transformer

en recommandations. Merci encore de nous avoir consacré de votre temps et nous vous souhaitons le meilleur succès.

M. Michael Savage: Comme c'est notre dernière réunion ici et que je suis en quelque sorte le député local, je voudrais dire qu'il y a beaucoup de gens qui nous ont accompagnés tout au long de la journée qui n'ont pas fait d'exposé mais qui ont écouté attentivement. Je veux que vous sachiez que si vous avez des réflexions que vous voulez partager avec les membres du comité, nous sommes toujours prêts à les entendre.

Merci d'avoir passé du temps avec nous aujourd'hui.

Le président: Merci.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>**

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.